

Demande présentée avec l'aide d'un avocat pour une instance en droit de la famille (violence familiale)

Ce formulaire est utilisé uniquement lorsqu'un client en droit de la famille (ci-après le « demandeur ») est en situation de violence familiale. Ce formulaire peut être utilisé pour les demandeurs qu'ils soient de nouveaux clients d'AJO ou des clients existants.

Le formulaire est utilisé pour la demande initiale remplie par l'avocat au nom du client pour entamer la procédure de demande. Lorsque les renseignements fournis répondent aux critères d'admissibilité, le certificat sera envoyé directement à l'avocat.

Si l'admissibilité financière ne peut pas être vérifiée ou s'il n'existe pas dans les dossiers d'AJO une déclaration de Consentement à l'examen des dossiers en vigueur, les demandeurs pourraient devoir appeler AJO au **416 979-1446** ou au numéro sans frais **1 800 668-8258** pour remplir la demande initiale.

Renseignements sur le demandeur

Nom légal :

Coordonnées : Adresse postale :

Unité ou
app. :

Ville :

Province :

Code postal :

Adresse du domicile (si elle diffère de l'adresse postale) :

Unité ou
app. :

Ville :

Province :

Code postal :

Téléphone :

Courriel :

Auto-identification relative à l'appartenance raciale

Asiatique – Est (p. ex., Chinois(e), Japonais(e), Coréen(ne))	Préfère ne pas répondre
Asiatique – Sud-Est (p. ex., Malaisien(ne), Philippin(e), Vietnamien(ne))	Je ne sais pas
Asiatique – Sud (p. ex., Indien(ne), Pakistanais(e), Sri-Lankais(e))	Pas demandé
Noir(e) – Africain(e) (p. ex., Ghanéen(ne), Kényan(e), Somalien(ne))	Autre (veuillez préciser)
Noir(e) – Antillais(e) (p. ex., Barbadien(ne), Jamaïquain(e))	
Noir(e) – Nord-Américain(e) (p. ex., Canadien(ne), Américain(e))	
Indien(ne) – Antillais(e) (p. ex., Guyanien(ne) d'origine indienne)	
Latino-Américain(e) (p. ex., Argentin(e), Chilien(ne), Salvadorien(ne))	
Moyen-oriental(e) ou Nord-Africain(e) (p. ex., Égyptien(ne), Iranien(ne))	
Rom	
Blanc(he) – Nord-Américain(e) (p. ex., Canadien(ne), Américain(e))	
S'est identifié comme autochtone à la partie sur l'auto-identification autochtone ci-dessus	

Renseignements d'ordre juridique sur l'affaire

La personne demandant l'aide juridique est victime de violence familiale et cette situation est un facteur de son besoin d'aide juridique.

Oui

Non

Le demandeur ne veut pas fournir ces renseignements

Le demandeur ne veut pas fournir ces renseignements, mais affirme vivre une situation de violence familiale

- Est-ce que l'autre partie suscite chez le demandeur une crainte pour sa sécurité et celle de leurs enfants? Oui Non
- Le demandeur et/ou ses enfants ont-ils subi de la violence familiale de la part de l'autre partie? Oui Non
- L'autre partie a-t-elle essayé de contrôler le demandeur en lui dictant où aller et à qui il peut parler, en limitant son accès à de l'argent ou le faisant se sentir inutile ou incapable de prendre une bonne décision à propos de tout et rien? Oui Non

La personne demandant l'aide juridique est : le requérant le répondant

Instance en droit de la famille
(affaires domestiques) :

Instance en droit de la famille (affaires domestiques)

Demande initiale

Date de la séparation :

Remarques supplémentaires concernant l'application :

Motion en modification

Date de la plus récente ordonnance :

Pour une motion en modification, quel est le changement important ou quels sont les faits qui appuient la réparation demandée?

Les parties sont-elles d'accord sur toutes les questions de droit de la famille?

Oui

Non

Questions en litige :

Les sujets contestés :

Responsabilité de la prise de décision

(les enfants habitent avec

depuis la séparation)

Temps parental

Contact

Pensions alimentaires pour enfants

La pension alimentaire payée est-elle conforme aux Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfant?

Oui

Non

Arriérés de pension alimentaire pour enfant

Pensions alimentaires pour conjoint

Ordonnance de non-communication

Partage de la propriété

Type de propriété et valeur :

Divorce

Autre (Veuillez préciser)

Enfants faisant l'objet de la procédure

Dressez la liste des enfants qui sont l'objet de l'instance (nom complet et date de naissance) :

Nom

Date de naissance

Procédure judiciaire

Emplacement du tribunal :

Nombre de comparutions :

Prochaine comparution :

Le demandeur est-il en détention? Oui Non

Renseignements financiers

Le demandeur a-t-il versé un montant d'argent à un avocat dans le cadre de cette instance? Oui Non

Si oui, \$

Les renseignements financiers du demandeur, de son conjoint et de la personne responsable doivent être fournis.

Taille de l'unité familiale :

État matrimonial :

Célibataire	Marié	Conjoint de fait
Divorcé	Séparé	Veuf

Conjoint - Nom (prénom, second prénom, nom) :

Nombre de personnes à charge résidant au foyer :

Verse une pension alimentaire aux personnes à charge résidant hors du foyer : \$ /mois

Logement :

Locataire	En établissement carcéral	Propriétaire
Chambreur payant	Chambreur non payant	En maison d'hébergement
Itinérant	Jeune au foyer	À l'hôpital
Autre		

Actifs :

Propriété (adresse, valeur marchande, hypothèque)

Biens liquides (comptes bancaires, placements, etc.)

Type :

Valeur actuelle : \$

Revenu :

Type de revenu	Demandeur Revenu mensuel brut	Conjoint/Personne responsable Revenu mensuel brut
Emploi	\$	\$
Assurance-emploi (AE)	\$	\$
Régime de pensions du Canada (RPC)	\$	\$
Prestations fiscales pour enfants	\$	\$
Pension de la sécurité de la vieillesse (SV) / Régime de revenu annuel garanti (RRAG)	\$	\$
Ontario au travail (OT)*	\$	\$
Demande présentée à Ontario au travail	\$	\$
amme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH)	\$	\$
Pension	\$	\$
Pension alimentaire pour conjoint	\$	\$
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)	\$	\$
Travailleur autonome	\$	\$
Autre	\$	\$

* Numéro d'identification de l'aide sociale (OT/POSPH) :

Frais médicaux :

Type / description:

Montant mensuel :

Confirmation

Le fait de soumettre ce formulaire ne garantit pas une aide juridique dans le cadre du programme de certificat d'Aide juridique Ontario (AJO). Le demandeur doit répondre aux critères d'admissibilité requis. Lorsque les renseignements fournis répondent aux critères d'admissibilité, les certificats seront traités et envoyés directement à l'avocat. Les demandes présentées avec l'assistance d'un avocat seront traitées en 3 à 5 jours ouvrables. Si la confirmation du certificat n'est pas reçue dans ce délai, veuillez aviser le demandeur de communiquer avec AJO.

- Toronto : 416 979-1446
- Sans frais : 1 800 668-8258

En soumettant ce formulaire, j'atteste que le demandeur a consenti verbalement à ce que je soumette cette demande en son nom. Je confirme, à ce que je sache, que les renseignements fournis dans le présent formulaire sont complets, véridiques et exacts. J'ai vérifié que le demandeur comprend qu'Aide juridique Ontario pourrait recouvrer le coût des services d'aide juridique, conformément à l'article 13 de la *Loi de 2020 sur les services d'aide juridique*, et qu'il consent à ce que le certificat me soit envoyé directement.

Nom de l'avocat :

Date :

Signature :

--	--	--	--	--

Les renseignements personnels figurant dans le présent formulaire sont recueillis en vertu de la *Loi de 2020 sur les services d'aide juridique* aux fins de la prestation de services d'aide juridique en application de la LSAJ.

Les questions à ce sujet doivent être adressées à l'agent(e) de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée, à fippa@lao.on.ca ou au 1 800 668-8258.



LEGAL AID ONTARIO
AIDE JURIDIQUE ONTARIO